

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[C - 2019/11989]

19 AVRIL 2019. — Arrêté royal portant exécution de l'article 7, § 1^{er}, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité (1)

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal qui Vous est soumis pour signature a comme objet la fixation de la marge maximale pour l'évolution du coût salarial en Belgique pour la période 2019 et 2020 dans les conditions prévues par l'article 7, § 1^{er}, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité.

Les interlocuteurs sociaux n'ont, dans le délai déterminé par la loi, pas atteint d'accord interprofessionnel qui fixe la marge visée.

Dans le cadre d'une concertation à laquelle les interlocuteurs sociaux ont été invités le 27 mars 2019, le Gouvernement a soumis une proposition de conciliation relative à la détermination de la marge salariale maximale pour l'évolution du coût salarial pour la période 2019-2020. Cette proposition sur la marge maximale n'a pas non plus fait l'objet d'un accord entre le Gouvernement et les interlocuteurs sociaux.

Conformément à ce que la loi prescrit, le Gouvernement Vous propose par conséquent de fixer la marge maximale pour l'évolution du coût salarial pour les deux années, qui auraient dû être couvertes, entre autres, par un accord interprofessionnel pour la période 2019-2020.

Conformément à la même loi, il Vous est proposé de déterminer la marge sur base des données du rapport technique sur les marges maximales disponibles pour l'évolution du coût salarial, dressé par le Conseil Central de l'Economie le 16 janvier 2019, en vertu de l'article 5 de la loi, actualisé le 22 février 2019, avec de nouveaux chiffres de la Commission européenne sur la croissance économique dans les pays voisins et de nouvelles prévisions d'inflation du Bureau du plan et de la Banque Nationale de Belgique.

Sur base de ce rapport, il Vous est proposé pour la période 2019-2020 de déterminer une marge maximale de 1,1% pour l'évolution du coût salarial en Belgique.

Conformément à l'article 6, § 4, de la loi, les indexations et les augmentations barémiques sont toujours garanties.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Premier Ministre,
Ch. MICHEL

Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

AVIS 65.852/1 DU 10 AVRIL 2019 DU CONSEIL D'ÉTAT, SECTION DE LEGISLATION, SUR UN PROJET D'ARRÊTE ROYAL 'PORTANT EXECUTION DE L'ARTICLE 7, § 1^{ER}, DE LA LOI DU 26 JUILLET 1996 RELATIVE A LA PROMOTION DE L'EMPLOI ET A LA SAUVEGARDE PREVENTIVE DE LA COMPETITIVITE'

Le 3 avril 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal 'portant exécution de l'article 7, § 1^{er}, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité'.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[C - 2019/11989]

19 APRIL 2019. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 7, § 1, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen (1)

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd heeft tot voorwerp het bepalen van de maximale marge voor de loonkostenontwikkeling in België voor de periode 2019 en 2020 in de voorwaarden voorzien door artikel 7, § 1, eerste lid, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

De sociale gesprekspartners hebben, binnen de termijn bepaald door de wet, geen interprofessioneel akkoord bereikt dat bedoelde marge vastlegt.

Het overleg waarop de Regering de sociale gesprekspartners op 27 maart 2019 heeft uitgenodigd en waar door de Regering een bemiddelingsvoorstel inzake het vastleggen van een maximale marge voor de loonkostenontwikkeling voor de periode 2019-2020 werd voorgelegd, heeft evenmin geleid tot een akkoord tussen de Regering en de sociale gesprekspartners over een maximale marge.

Overeenkomstig met wat de wet voorschrijft, stelt de Regering U bijgevolg voor om de maximale marge voor de loonkostenontwikkeling vast te leggen voor de twee jaren die zouden zijn gedekt door een interprofessioneel akkoord dat, onder andere, de marge bepaalt, te weten voor de periode 2019-2020.

Overeenkomstig dezelfde wet wordt U voorgesteld om de marge te bepalen op grond van de gegevens in het technische verslag over de beschikbare maximale marges voor de loonkostenontwikkeling, opgesteld op 16 januari 2019, door de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven krachtens artikel 5 van de wet, geactualiseerd op 22 februari 2019 met nieuwe cijfers van de Europese Commissie inzake de economische groei bij de buurlanden en met nieuwe inflatieramingen vanwege het Planbureau en de Nationale Bank van België.

Op basis van dit verslag wordt U voorgesteld om, voor de periode 2019-2020, een maximale marge voor de loonkostenontwikkeling in België te bepalen van 1,1%.

Overeenkomstig artikel 6, § 4, van de wet, zijn de indexeringen en de baremieke verhogingen steeds gegarandeerd.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Eerste Minister,
Ch. MICHEL

De Minister van Werk,
K. PEETERS

ADVIES 65.852/1 VAN 10 APRIL 2019 VAN DE RAAD VAN STATE, AFDELING WETGEVING, OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT 'TOT UITVOERING VAN ARTIKEL 7, § 1, VAN DE WET VAN 26 JULI 1996 TOT BEVORDERING VAN DE WERKGELEGENHEID EN TOT PREVENTIEVE VRIJWARING VAN HET CONCURRENTIEVERMOGEN'

Op 3 april 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Werk, Economie en Consumenten verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot uitvoering van artikel 7, § 1, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen'.

Le projet a été examiné par la première chambre le 9 avril 2019. La chambre était composée de Marnix VAN DAMME, président de chambre, Jeroen VAN NIEUWENHOVE et Wouter PAS, conseillers d'État, et Wim GEURTS, greffier.

Le rapport a été présenté par Jonas RIEMSLAGH, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Wouter PAS, conseiller d'État.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 avril 2019.

1. Conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

2. Tant la demande d'avis que le préambule du projet justifient le recours à l'urgence comme suit :

« Considérant que le Gouvernement doit veiller à la sauvegarde de la position concurrentielle de la Belgique par rapport aux États voisins et limiter les effets de l'augmentation de l'écart salarial entre la Belgique et ces derniers;

Considérant que le rapport technique du Conseil central de l'économie (CCE) du 16 janvier 2019, actualisé le 22 février 2019, avec de nouveaux chiffres de la Commission européenne sur la croissance économique dans les pays voisins et de nouvelles prévisions d'inflation du Bureau du plan et de la Banque Nationale de Belgique fixe la marge maximale pour l'évolution du coût salarial à 1,1% pour la période 2019-2020;

Considérant qu'en l'absence d'un accord interprofessionnel tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, le gouvernement, sur base de l'article 6, § 3, de cette loi, a proposé un projet de consensus sur la marge maximale pour l'évolution du coût salarial le 27 mars 2019 et qu'il a été formellement constaté lors d'une réunion entre le Gouvernement et les interlocuteurs sociaux tenue le même jour qu'aucun accord n'a été atteint sur base de la proposition formulée, de sorte que le Gouvernement peut fixer la marge maximale pour l'évolution du coût salarial sur base de l'article 7, § 1^{er}, de cette loi;

Vu l'urgence motivée par le fait que la loi précitée du 26 juillet 1996 prévoit que la marge maximale pour l'évolution du coût salarial est fixée pour une période de deux ans, que le Gouvernement, en l'absence d'un consensus sur cette marge, doit la fixer pour la période 2019-2020 et que les entreprises doivent être informées rapidement de la marge maximale du coût salarial qui sera d'application pour la période 2019-2020;

Vu que le 2^{ème} trimestre de l'année 2019 est déjà entamé et qu'il est essentiel que les partenaires sociaux puissent commencer leurs négociations en toute connaissance de cause.

Qu'il est donc essentiel qu'ils soient informés dans les plus brefs délais du pourcentage de la marge maximale pour l'évolution du coût salarial disponible ».

3. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, la section de législation a dû se limiter à l'examen de la compétence de l'auteur de l'acte, du fondement juridique et de l'accomplissement des formalités prescrites.

Observation préliminaire

4. Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Portée et fondement juridique du projet

5. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet de fixer la marge maximale pour l'évolution du coût salarial à 1,1% pour les années 2019-2020.

6. Selon le préambule du projet, le fondement juridique est recherché dans l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 26 juillet 1996 'relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité', qui est rédigé comme suit :

« À défaut d'accord entre le gouvernement et les interlocuteurs sociaux, dans le mois suivant la convocation des interlocuteurs sociaux à une concertation visée à l'article 6, § 3, le Roi fixe, par arrêté délibéré

Het ontwerp is door de eerste kamer onderzocht op 9 april 2019. De kamer was samengesteld uit Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter, Jeroen VAN NIEUWENHOVE en Wouter PAS, staatsraden, en Wim GEURTS, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jonas RIEMSLAGH, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wouter PAS, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 april 2019.

1. Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

2. Zowel in de adviesaanvraag als in de aanhef van het ontwerp wordt het beroep op de spoedeisendheid als volgt verantwoord:

“Considérant que le Gouvernement doit veiller à la sauvegarde de la position concurrentielle de la Belgique par rapport aux États voisins et limiter les effets de l'augmentation de l'écart salarial entre la Belgique et ces derniers;

Considérant que le rapport technique du Conseil central de l'économie (CCE) du 16 janvier 2019, actualisé le 22 février 2019, avec de nouveaux chiffres de la Commission européenne sur la croissance économique dans les pays voisins et de nouvelles prévisions d'inflation du Bureau du plan et de la Banque Nationale de Belgique fixe la marge maximale pour l'évolution du coût salarial à 1,1% pour la période 2019-2020;

Considérant qu'en l'absence d'un accord interprofessionnel tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, le gouvernement, sur base de l'article 6, § 3, de cette loi, a proposé un projet de consensus sur la marge maximale pour l'évolution du coût salarial le 27 mars 2019 et qu'il a été formellement constaté lors d'une réunion entre le Gouvernement et les interlocuteurs sociaux tenue le même jour qu'aucun accord n'a été atteint sur base de la proposition formulée, de sorte que le Gouvernement peut fixer la marge maximale pour l'évolution du coût salarial sur base de l'article 7, § 1^{er}, de cette loi;

Vu l'urgence motivée par le fait que la loi précitée du 26 juillet 1996 prévoit que la marge maximale pour l'évolution du coût salarial est fixée pour une période de deux ans, que le Gouvernement, en l'absence d'un consensus sur cette marge, doit la fixer pour la période 2019-2020 et que les entreprises doivent être informées rapidement de la marge maximale du coût salarial qui sera d'application pour la période 2019-2020;

Vu que le 2^{ème} trimestre de l'année 2019 est déjà entamé et qu'il est essentiel que les partenaires sociaux puissent commencer leurs négociations en toute connaissance de cause.

Qu'il est donc essentiel qu'ils soient informés dans les plus brefs délais du pourcentage de la marge maximale pour l'évolution du coût salarial disponible”.

3. Overeenkomstig artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, heeft de afdeling Wetgeving zich moeten beperken tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

Voorafgaande opmerking

4. Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

5. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe de maximale marge voor de loonkostenontwikkeling voor de periode 2019-2020 vast te leggen op 1,1%.

6. Luidens de aanhef van het ontwerp wordt er rechtsgrond gezocht in artikel 7, § 1, eerste lid, van de wet van 26 juli 1996 'tot bevordering van de werkgelegenheid en preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen', dat als volgt luidt:

“Bij gebrek aan een akkoord tussen de regering en de sociale gesprekspartners, binnen één maand na het bijeenroepen van de sociale gesprekspartners voor overleg als bedoeld in artikel 6, § 3, legt de

en Conseil des ministres, la marge maximale pour l'évolution des coûts salariaux, conformément à l'article 6, § 1^{er} et § 2, soit par deux pourcentages annuels, soit par un pourcentage bisannuel ».

Le projet à l'examen fixe la marge maximale pour l'évolution des coûts salariaux au moyen d'un pourcentage bisannuel. Afin que le projet à l'examen puisse effectivement trouver un fondement juridique dans la disposition citée, il est requis qu'il n'y ait pas d'« accord entre le gouvernement et les interlocuteurs sociaux, dans le mois suivant la convocation des interlocuteurs sociaux à une concertation visée à l'article 6, § 3 » de la loi du 26 juillet 1996 et que la marge maximale prévue dans l'arrêté soit fixée « conformément à l'article 6, § 1^{er} et § 2 » de la loi précitée.

Invité à préciser de quelle manière les conditions évoquées ci-dessus ont été respectées, le délégué a déclaré ce qui suit :

« - Le 16 janvier 2019, le CCE a publié son rapport fixant la marge maximale pour l'évolution du coût salarial à 0,8%. Ce chiffre a ensuite été augmenté à 1,1% suite à une actualisation. Conformément à l'article 6 § 1^{er} de la loi les partenaires sociaux se réunissent pour fixer la marge maximale pour l'évolution du coût salarial. Ils ont pour ce faire 2 mois (article 6 § 3).

- Le 26 février 2019, les partenaires sociaux ont signé un projet d'AIP qui n'a pas recueilli l'accord de tous les partenaires sociaux.

- Le 27 mars 2019, vu le défaut d'accord dans les 2 mois de la publication du rapport du CCE, le Gouvernement a convoqué les partenaires sociaux et a proposé une médiation (confer également l'article 6 § 3).

- Vu qu'aucun consensus ne pouvait se dégager même en attendant le mois visé à l'article 7 § 1^{er} de la loi, les partenaires sociaux et le Gouvernement ont constaté le même jour soit le 27 mars 2019, qu'il n'était pas possible d'arriver à un accord et de fixer la marge salariale.

- Vu l'échec des négociations sur ce point, le Gouvernement a décidé de fixer la marge disponible dans un A.R. (article 7 § 1^{er} de la loi).

L'échec de l'accord sur la proposition de médiation du Gouvernement a été constaté dans l'écrit et [dans une] 'déclaration commune' ».

La marge maximale pour l'évolution du coût salarial, fixée par le projet, s'établit à 1,1%. Conformément à l'article 6, §§ 1^{er} et 2, de la loi du 26 juillet 1996, cette marge n'excède donc pas la marge maximale disponible, visée à l'article 5, § 2, de la loi du 26 juillet 1996. Le Conseil central de l'économie a présenté le rapport visé à l'article 5, § 2, et a « actualisé » en février 2019 la marge maximale disponible en la fixant à 1,1%. (Conseil central de l'économie. « Actualisation du Rapport technique sur la marge maximale disponible suite à la révision des prévisions d'inflation et de croissance en février 2019 », Rapport CCE 2019-0440, https://www.ccecrb.fgov.be/dpics/fichiers/2019-02-25-09-03-21_doc19440fr.pdf).

Les articles 6, § 3, et 7, § 1^{er}, de la loi du 26 juillet 1996 requièrent, respectivement, pour la convocation par le gouvernement des interlocuteurs sociaux à une concertation ou pour la fixation par arrêté royal de la marge maximale pour l'évolution des coûts salariaux, qu'un « défaut de consensus entre les interlocuteurs sociaux » ou « défaut d'accord entre le gouvernement et les interlocuteurs sociaux », selon le cas, soit constaté. Ce défaut de consensus ou d'accord doit être établi, respectivement, « dans un délai de deux mois à compter de la date du rapport visé à l'article 5, § 1^{er} » ou « dans le mois suivant la convocation des interlocuteurs sociaux à une concertation ».

Si ce défaut de consensus ou d'accord, selon le cas, est établi sans ambiguïté avant l'expiration du délai, respectivement, de deux mois ou d'un mois, il peut être admis que le gouvernement ou le Roi peut, respectivement, convoquer les interlocuteurs sociaux ou prendre l'arrêté royal visé à l'article 7, § 1^{er}, sans devoir attendre l'expiration de ce délai.

Ainsi qu'il ressort du document fourni par le délégué, les interlocuteurs sociaux ont constaté expressément le 27 mars 2019 dans une déclaration commune qu'aucun accord ne peut être trouvé sur la proposition de médiation qui a été présentée par le gouvernement en application de l'article 6, § 3, de la loi du 26 juillet 1996. Par conséquent, le Roi peut, en application de l'article 7, § 1^{er}, de la loi du 26 juillet 1996, fixer par arrêté la marge maximale de l'évolution du coût salarial.

Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de maximale marge voor de loonkostenontwikkeling, overeenkomstig artikel 6, § 1 en § 2, vast, hetzij via twee jaarlijkse percentages, hetzij via één tweejaarlijks percentage."

Het voorgedegde ontwerp bepaalt de maximale marge voor loonkostenontwikkeling via één tweejaarlijks percentage. Opdat het voorgedegde ontwerp effectief rechtsgrond kan vinden in de geciteerde bepaling, is vereist dat er geen "akkoord tussen de regering en de sociale gesprekspartners [is], binnen één maand na het bijeenroepen van de sociale gesprekspartners voor overleg als bedoeld in artikel 6, § 3" van de wet van 26 juli 1996 en dat de in het besluit voorziene maximale marge "overeenkomstig artikel 6, § 1 en § 2" van voormelde wet is bepaald.

gevraagd om toe te lichten op welke wijze de zo-even geschetste voorwaarden zijn nageleefd, verklaarde de gemachtigde het volgende:

"- Le 16 janvier 2019, le CCE a publié son rapport fixant la marge maximale pour l'évolution du coût salarial à 0,8%. Ce chiffre a ensuite été augmenté à 1,1% suite à une actualisation. Conformément à l'article 6 § 1^{er} de la loi les partenaires sociaux se réunissent pour fixer la marge maximale pour l'évolution du coût salarial. Ils ont pour ce faire 2 mois (article 6 § 3).

- Le 26 février 2019, les partenaires sociaux ont signé un projet d'AIP qui n'a pas recueilli l'accord de tous les partenaires sociaux.

- Le 27 mars 2019, vu le défaut d'accord dans les 2 mois de la publication du rapport du CCE, le Gouvernement a convoqué les partenaires sociaux et a proposé une médiation (confer également l'article 6 § 3).

- Vu qu'aucun consensus ne pouvait se dégager même en attendant le mois visé à l'article 7 § 1^{er} de la loi, les partenaires sociaux et le Gouvernement ont constaté le même jour soit le 27 mars 2019, qu'il n'était pas possible d'arriver à un accord et de fixer la marge salariale.

- Vu l'échec des négociations sur ce point, le Gouvernement a décidé de fixer la marge disponible dans un A.R. (article 7 § 1^{er} de la loi).

L'échec de l'accord sur la proposition de médiation du Gouvernement a été constaté dans l'écrit et [dans une] 'déclaration commune'".

De maximale marge voor de loonkostenontwikkeling die door het ontwerp wordt vastgesteld, bedraagt 1,1%. Overeenkomstig artikel 6, §§ 1 en 2, van de wet van 26 juli 1996 bedraagt deze marge aldus niet meer dan de maximaal beschikbare marge zoals bedoeld in artikel 5, § 2, van de wet van 26 juli 1996. De Centrale Raad voor het Bedrijfsleven heeft het in artikel 5, § 2, bedoelde verslag uitgebracht en heeft in februari 2019 de maximaal beschikbare marge "geactualiseerd" naar 1,1%. (Centrale Raad voor het Bedrijfsleven, "Actualisering van het Technisch verslag over de maximaal beschikbare marge ingevolge de herziening van de inflatie- en groei-vooruitzichten in februari 2019", Verslag CRB 2019-0440, https://www.ccecrb.fgov.be/dpics/fichiers/2019-02-25-09-03-21_doc19440nl.pdf).

De artikelen 6, § 3 en 7, § 1, van de wet van 26 juli 1996 vereisen voor het bijeenroepen voor overleg van de sociale gesprekspartners door de regering respectievelijk het bij koninklijk besluit vastleggen van de maximale marge voor de loonkostenontwikkeling dat "een gebrek aan consensus tussen de sociale gesprekspartners" respectievelijk "een gebrek aan akkoord tussen de regering en de sociale gesprekspartners" is vastgesteld. Dit gebrek aan consensus respectievelijk gebrek aan akkoord moet worden vastgesteld "binnen een termijn van twee maanden te rekenen vanaf de datum van het verslag bedoeld in artikel 5, § 1" respectievelijk "binnen één maand na het bijeenroepen van de sociale gesprekspartners voor overleg".

Indien dit gebrek aan consensus respectievelijk aan akkoord ondubbelzinnig vaststaat voor het verstrijken van de termijn van twee maanden respectievelijk één maand, kan worden aangenomen dat de regering respectievelijk de Koning kan overgaan tot het bijeenroepen van de sociale gesprekspartners respectievelijk het nemen van het in artikel 7, § 1, bedoelde koninklijk besluit, zonder het verstrijken van die termijn te moeten afwachten.

Zoals blijkt uit het door de gemachtigde bezorgde document, hebben de sociale gesprekspartners op 27 maart 2019 in een gemeenschappelijk verklaring uitdrukkelijk vastgesteld dat geen akkoord kan worden bereikt over het bemiddelingsvoorstel dat door de regering in toepassing van artikel 6, § 3, van de wet van 26 juli 1996 werd voorgedegd. De Koning kan bijgevolg, in toepassing van artikel 7, § 1, van de wet van 26 juli 1996, overgaan tot het bij besluit vastleggen van de maximale marge van de loonkostenontwikkeling.

Examen du texte

7. Dans le cadre de l'examen visé à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, le projet n'appelle pas d'autres observations.

LE GREFFIER,
Wim GEURTS

LE PRÉSIDENT,
Marnix VAN DAMME

19 AVRIL 2019. — Arrêté royal portant exécution de l'article 7, § 1^{er}, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, notamment l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 1^{er} avril 2019 ;

Vu l'analyse d'impact effectuée conformément à l'article 6 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative ;

Vu l'accord du Ministre du Budget du donné le 2 avril 2019 ;

Considérant que le Gouvernement doit veiller à la sauvegarde de la position concurrentielle de la Belgique par rapport aux Etats voisins et limiter les effets de l'augmentation de l'écart salarial entre la Belgique et ces derniers ;

Considérant que le rapport technique du Conseil central de l'économie (CCE) du 16 janvier 2019, actualisé le 22 février 2019, avec de nouveaux chiffres de la Commission européenne sur la croissance économique dans les pays voisins et de nouvelles prévisions d'inflation du Bureau du plan et de la Banque Nationale de Belgique fixe la marge maximale pour l'évolution du coût salarial à 1,1% pour la période 2019-2020 ;

Considérant qu'en l'absence d'un accord interprofessionnel tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, le gouvernement, sur base de l'article 6, § 3, de cette loi, a proposé un projet de consensus sur la marge maximale pour l'évolution du coût salarial le 27 mars 2019 et qu'il a été formellement constaté lors d'une réunion entre le Gouvernement et les interlocuteurs sociaux tenue le même jour qu'aucun accord n'a été atteint sur base de la proposition formulée, de sorte que le Gouvernement peut fixer la marge maximale pour l'évolution du coût salarial sur base de l'article 7, § 1^{er}, de cette loi ;

Vu l'urgence motivée par le fait que la loi précitée du 26 juillet 1996 prévoit que la marge maximale pour l'évolution du coût salarial est fixée pour une période de deux ans, que le Gouvernement, en l'absence d'un consensus sur cette marge, doit la fixer pour la période 2019-2020 et que les entreprises doivent être informées rapidement de la marge maximale du coût salarial qui sera d'application pour la période 2019-2020 ;

Vu que le 2^{ème} trimestre de l'année 2019 est déjà entamé et qu'il est essentiel que les partenaires sociaux puissent commencer leurs négociations en toute connaissance de cause ;

Qu'il est donc essentiel qu'ils soient informés dans les plus brefs délais du pourcentage de la marge maximale pour l'évolution du coût salarial disponible ;

Vu l'avis 65.852/1 du Conseil d'Etat, donné le 10 avril 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat ;

Sur la proposition du Premier Ministre et du ministre de l'Emploi et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La marge maximale pour l'évolution du coût salarial est fixée à 1,1% pour la période 2019-2020.

Conformément à l'article 6, § 4, de la loi 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, les indexations et les augmentations barémiques sont toujours garanties.

Art. 2. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Onderzoek van de tekst

7. In het kader van het onderzoek zoals bedoeld in artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State noopt het ontwerp niet tot het maken van verdere opmerkingen.

DE GRIFFIER,
Wim GEURTS

DE VOORZITTER,
Marnix VAN DAMME

19 APRIL 2019. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 7, § 1, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, inzonderheid op artikel 7, § 1, eerste lid ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 1 april 2019 ;

Gelet op de impactanalyse uitgevoerd in overstemming met artikel 6 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 2 april 2019 ;

Overwegende dat de Regering moet waken over de vrijwaring van de concurrentiepositie van België met de buurlanden en de gevolgen van de verhoging van de loonkloof tussen België en de buurlanden moet verminderen ;

Overwegende dat het technisch verslag van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven (CRB) van 16 januari 2019, geactualiseerd op 22 februari 2019, met nieuwe cijfers van de Europese Commissie inzake de economische groei bij de buurlanden en met nieuwe inflatieramingen vanwege het Planbureau en de Nationale Bank van België, de maximale marge voor de loonkostenontwikkeling voor de periode 2019-2020 op 1,1 % vastlegt ;

Overwegende dat in geval van het ontbreken van een interprofessioneel akkoord zoals voorzien in artikel 6, § 1, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, de regering op basis van artikel 6, § 3, van deze wet een voorstel tot consensus over de maximale marge van de loonkostenontwikkeling heeft voorgesteld op 27 maart 2019 en dat formeel werd vastgesteld tijdens een bijeenkomst van de Regering met de sociale gesprekspartner op dezelfde dag dat geen akkoord werd bereikt op basis van dit voorstel zodat de Regering op basis van artikel 7, § 1, van deze wet de maximale marge voor de loonkostenontwikkeling kan vastleggen ;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat de voormelde wet van 26 juli 1996 voorziet dat de maximale marge voor de loonkostenontwikkeling tweejaarlijks wordt vastgelegd, de Regering bij het ontbreken van een consensus over deze marge, deze marge moet vastleggen voor de periode 2019-2020 en de ondernemingen snel geïnformeerd dienen te worden over de maximale marge voor de loonkostenontwikkeling dewelke voor de periode 2019-2020 van kracht zal zijn ;

Gelet op het feit dat het tweede trimester van het jaar 2019 reeds is begonnen en dat het belangrijk is dat de sociale partners hun onderhandelingen met kennis van zaken kunnen aanvangen ;

Dat het bijgevolg noodzakelijk is dat zij, binnen de kortst mogelijke termijnen, zouden worden geïnformeerd over het percentage van de maximale marge voor de loonkostenontwikkeling ;

Gelet op het advies 65.852/1 van de Raad van State, gegeven op 10 april 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State ;

Op de voordracht van de Eerste Minister en de minister van Werk en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De maximale marge voor de loonkostenontwikkeling voor de periode 2019-2020 wordt op 1,1% vastgelegd.

Overeenkomstig artikel 6, § 4, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, zijn de indexeringen en baremieke verhogingen steeds gegarandeerd.

Art. 2. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 19 avril 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
Ch. MICHEL

Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 26 juillet 1996, *Moniteur belge* du 1^{er} août 1996.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 19 april 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
Ch. MICHEL

De Minister van Werk,
K. PEETERS

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad*:

Wet van 26 juli 1996, *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 1996.

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C – 2019/11905]

5 AVRIL 2019. — Arrêté royal réglant l'octroi de subsides du Digital Belgium Skills Fund 2019

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, notamment le Titre III, chapitre I – L'administration générale ;

Vu la loi du 21 décembre 2018 contenant la loi de finances pour l'année budgétaire 2019 et ses arrêtés ;

Vu l'arrêté royal du 9 mai 2018 portant répartition partielle, pour ce qui concerne la lutte contre le terrorisme et le radicalisme, du crédit provisionnel inscrit au programme 03-41-1 du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2018 et destiné à couvrir les subventions déradicalisation Digital Belgium Skills Fund en matière de lutte contre le terrorisme et le radicalisme ;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire ;

Vu le protocole à conclure entre les organisations subsidiées et l'Etat fédéral.

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 mars 2019 ;

Sur la proposition du ministre de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, chargé de la Simplification administrative, de la Lutte contre la fraude sociale, de la Protection de la vie privée et de la Mer du Nord,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A charge des crédits prévus à l'allocation de base 06.40.32.33.00.02, budget de la DG Transformation Digitale du SPF Stratégie et Apui, les subsides suivants seront alloués :

1° Un subside d'un montant de 316.677 € à A.P.E.D.B - BeStarter asbl siège social à Parvis Sainte-Gudule, 5 1000 Bruxelles, numéro d'entreprise 0654.727.630.

2° Un subside d'un montant de 496.603 € à BeCode vzw siège social à Cantersteen, 12 1000 Brussel, numéro d'entreprise 664.802.168.

3° Un subside d'un montant de 265.232 € à Blenders vzw siège social à Campus Blairon, 714 2300 Turnhout, numéro d'entreprise 434.081.829.

4° Un subside d'un montant de 345.276 € à BrusselsTogether ASBL siège social à Rue de l'Industrie, 11 1000 Bruxelles, numéro d'entreprise 664.932.030.

5° Un subside d'un montant de 58.000 € à Buurtwerk Posthof vzw siège social à Patriottenstraat, 62 2600 Antwerpen, numéro d'entreprise 0416.638.655.

6° Un subside d'un montant de 81.331 € à Centre d'Orientation et de Formation (COF) ASBL siège social à Rue du Parc Industriel, 6 4540 Amay, numéro d'entreprise 451.480.758.

7° Un subside d'un montant de 304.135,60 € à CoderDojo Belgium vzw siège social à Neerveldstraat, 105 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, numéro d'entreprise 523.889.476.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C – 2019/11905]

5 APRIL 2019. — Koninklijk besluit houdende toekenning van toelagen uit het Digital Belgium Skills Fund 2019

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, inzonderheid op Titel III, hoofdstuk I, algemeen bestuur ;

Gelet op de wet van 21 december 2018 houdende de financiewet voor het begrotingsjaar 2019 en haar uitvoeringsbesluiten ;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 mei 2018 houdende gedeeltelijke verdeling, betreffende de strijd tegen het terrorisme en het radicalisme van het provisioneel krediet ingeschreven in het programma 06-40/3 van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2018 bestemd voor toelagen de-radicisering Digital Belgium Skills Fund inzake de strijd tegen het terrorisme en het radicalisme ;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole ;

Gelet op de protocollen af te sluiten tussen de te betoelagen organisaties en de federale Staat.

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 maart 2019 ;

Op de voordracht van de minister van Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post, belast met Administratieve Vereenvoudiging, Bestrijding van de sociale fraude, Privacy en Noordzee,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Op de kredieten ingeschreven onder basisallocatie 06.40.32.33.00.02, begroting van het DG Digitale Transformatie dat deel uit maakt van de FOD Beleid en Ondersteuning, worden de volgende toelagen toegekend:

1° Een toelage van 316.677 € aan A.P.E.D.B - BeStarter asbl, gevestigd te Parvis Sainte-Gudule, 5 1000 Bruxelles, ondernemingsnummer 0654.727.630.

2° Een toelage van 496.603 € aan BeCode vzw, gevestigd te Cantersteen, 12 1000 Brussel, ondernemingsnummer 664.802.168.

3° Een toelage van 265.232 € aan Blenders vzw, gevestigd te Campus Blairon, 714 2300 Turnhout, ondernemingsnummer 434.081.829.

4° Een toelage van 345.276 € aan BrusselsTogether ASBL, gevestigd te Rue de l'Industrie, 11 1000 Bruxelles, ondernemingsnummer 664.932.030.

5° Een toelage van 58.000 € aan Buurtwerk Posthof vzw, gevestigd te Patriottenstraat, 62 2600 Antwerpen, ondernemingsnummer 0416.638.655.

6° Een toelage van 81.331 € aan Centre d'Orientation et de Formation (COF) ASBL, gevestigd te Rue du Parc Industriel, 6 4540 Amay, ondernemingsnummer 451.480.758.

7° Een toelage van 304.135,60 € aan CoderDojo Belgium vzw, gevestigd te Neerveldstraat, 105 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, ondernemingsnummer 523.889.476.